

Sites historiques

jours à la possibilité de restaurer certains lieux historiques dans les grandes villes, alors qu'on a oublié que toute la population paie pour cette restauration.

Nous ne nous opposons pas à cela, nous en sommes même heureux, mais nous voudrions qu'une petite partie de l'argent de nos taxes revienne dans nos régions. Nous demandons aux fonctionnaires du gouvernement qu'ils sortent de temps en temps des grandes villes et viennent faire un tour dans nos régions, parce que nous avons de merveilleux lieux historiques, entretenus souvent grâce au bénévolat, aux efforts des citoyens de chaque région.

Je commencerai par attirer l'attention du gouvernement sur une série de centres et d'édifices historiques. Tout le monde se souvient que lors du Centenaire de la Confédération le gouvernement avait demandé aux organismes sociaux, aux villes et aux municipalités de faire quelque chose pour célébrer cet événement. Quant à nous, nous avons fait quelque chose dans notre région. Nous avons construit un édifice à l'occasion du Centenaire de la Confédération. Le gouvernement a accordé une petite subvention, représentant à peu près le tiers de la valeur de ce monument, qui devait être une bibliothèque. On en a finalement fait un musée, mais l'on est aux prises avec les deux tiers des dettes et des intérêts que les citoyens sont obligés de payer, et toujours, on fait des demandes au gouvernement fédéral et on n'obtient aucune réponse, aucune aide. Pourtant, c'était inscrit sur leur demande, avec leur encouragement, garantissant que ce serait à l'avenir le monument du Centenaire de la Confédération du Canada. Bien qu'on paie toujours des taxes pour les monuments à l'extérieur, le nôtre reste toujours, et l'on paie des taxes sur les intérêts et sur le capital.

Si le gouvernement fédéral voulait se tourner vers nos régions, il serait capable de faire quelque chose pour «rescapier» ces monuments. Certains blâmeront peut-être les autorités d'alors parce qu'elles ont eu trop confiance au gouvernement. Elles étaient peut-être alors trop «pro-gouvernementales» et elles se sont fait tromper par leur gouvernement. A mon avis, ce serait un beau geste du gouvernement fédéral d'aider à payer ces édifices élevés à la gloire du Canada, après tout, et de venir tenter de renflouer les finances, en accordant une aide directe destinée à l'entretien de ces édifices, soit le musée François Paradis, un des découvreurs de ma région.

J'attire aussi l'attention du gouvernement sur un autre monument bien connu, soit le domaine Maria Chapdelaine, celui du fameux romancier Louis Hémon, connu universellement, mais qui n'a jamais aussi été très favorisé du côté fédéral. Ce monument a été élevé à la mémoire des fondateurs, des créateurs de notre région, et je n'ai pas besoin d'en dire davantage, parce que je crois que Maria Chapdelaine est connue universellement. J'invite le ministre et les autorités fédérales, s'ils ont quelque argent à dépenser, à venir essayer de tendre une main secourable à ceux qui entretiennent actuellement ce domaine, qui aurait besoin d'être rénové. Et je crois que ce serait là un bel exemple de collaboration du gouvernement fédéral, en même temps qu'une preuve qu'il tient à ce que toutes les régions du Canada soient traitées sur un pied d'égalité. Cela aiderait à supprimer les inégalités régionales en ce qui a trait aux lieux historiques, parce que chez nous, on a l'impression que l'argent qu'on vote, les taxes qu'on paie pour l'entretien des lieux historiques, c'est toujours pour les ententes, et jamais pour nos régions elles-mêmes.

Je terminerai en mentionnant un autre monument historique de ma région appelé le musée Victor Delamarre. Je crois qu'il suffit de prononcer ce nom pour que tous se

souviennent de l'homme fort par excellence à la mémoire de qui on a aménagé, au lac Bouchette, le «Domaine Victor Delamarre». On a demandé au gouvernement fédéral une aide financière pour l'entretien de ce monument historique. Nous recevons bien de temps à autre un peu d'aide au niveau des projets d'initiatives locales ou de Perspectives-Jeunesse, mais je crois que c'est totalement insuffisant.

Si le gouvernement voulait une fois pour toutes être impartial et travailler à la grandeur du Canada pour les lieux historiques, à mon avis, ceux que je viens de mentionner méritent tout autant que les autres. Je n'en veux pas à Québec, à Montréal, à Toronto, ni à toutes les autres villes. Je demande tout simplement au gouvernement d'être équitable, et puisque tout le monde paie des taxes, elles devraient être distribuées équitablement, et si les grandes villes sont fières de leurs monuments historiques, il ne faut pas oublier que nous sommes tous fiers et souhaitons voir le jour où le gouvernement entendra notre voix et aidera les associations locales, les villes, les municipalités à restaurer les merveilleux monuments historiques. Cela sera tout à la gloire non seulement de la province de Québec, mais du Canada tout entier.

[Traduction]

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais profiter des quelques minutes qui restent pour féliciter le député de St. Paul's (M. Atkey) pour la motion qu'il a présentée à la Chambre cet après-midi et, même si elle est la victime de l'expérience habituelle du vendredi après-midi, je suis sûr qu'il aura trouvé ce débat très utile et intéressant. Le député a admis lui-même qu'on faisait beaucoup au Canada pour préserver les bâtiments et les lieux historiques et le député de York-Nord (M. Danson) en a parlé en détail mais il est vrai que si nous laissons l'histoire nous échapper, nous ne pourrions plus la ressaisir. Je pense donc que le député de St. Paul's a proposé à la Chambre et au gouvernement une excellente idée et j'espère qu'elle sera étudiée attentivement.

J'aimerais dire quelques mots de deux initiatives auxquelles j'avoue participer personnellement, mais qui ne sont ni l'un ni l'autre dans ma circonscription. Je les ai mentionnées parce que je crois qu'il s'agit du genre d'initiatives à inclure dans les programmes.

● (1650)

Monsieur l'Orateur adjoint, dans votre province de Nouvelle-Écosse, on a beaucoup de respect pour les vieux bâtiments et les lieux qui marquent l'histoire de la province. Je m'intéresse particulièrement à une bâtisse connue comme l'ancien centre de réunion de Barrington, en Nouvelle-Écosse. Ce bâtiment a été construit avant 1800 et même bien avant la fin du 18^e siècle. C'est une vieille bâtisse, petite mais très intéressante, qui est présentement entretenue par la société historique de Cap de Sable. Cette région de la Nouvelle-Écosse a une culture et un patrimoine bien différent de ceux qu'on peut trouver à 20 ou 30 milles de là. Je la connais bien, car c'est là que sont arrivés mes ancêtres il y a plus de 200 ans et qu'ils ont vécu pendant très longtemps.

J'ai toujours plaisir à retourner là-bas et à constater que les miens, ceux qui m'ont succédé, sont fortement impressionnés par les pages d'histoire que l'on tourne en se rendant dans cette région. Je pense qu'une organisation telle que la Cape Sable Historical Society mérite de recevoir l'aide qui fait l'objet de la motion dont nous avons été saisis cet après-midi. A mes yeux, il s'agit de tout à fait autre chose que ces grands immeubles que l'on trouve à